

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVELNORD

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2.2025.015

Code AIOT : 0007001055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection porte sur le sujet des PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement suite aux campagnes d'analyses menées en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. L'exploitant a présenté la démarche mise en œuvre au niveau du groupe et du site sur le sujet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD produit, sur le site d'Hordain, des véhicules utilitaires légers et des véhicules particuliers pour 6 marques : Peugeot, Citroën, Opel, Vauxhall, Fiat et Toyota avec des motorisations thermiques (diesel) et, depuis fin 2020 électriques avec une vitesse de ligne de 32 véhicules / h en 2023.

Fin 2023, l'usine employait 2543 personnes.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- le «Ferrage» pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,
- la «Peinture» pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,
- le «Montage» pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ;
- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation (rubrique principale IED) ;
- 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ;
- 2940-2 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ;
- 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11/01/1993. Les arrêtés préfectoraux des 04/12/2002, 02/02/2006 et 26/06/2020 ont notamment modifié et complété les prescriptions de l'arrêté de 1993 pour ce qui concerne les rejets atmosphériques du site. Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant poursuit ses investigations pour identifier l'origine des substances PFAS identifiées dans ses rejets aqueux. L'exploitant continuera à informer l'inspection des actions mises en place et des résultats des analyses réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la liste qu'il a établie après consultation des fiches de données de sécurité (FDS) des produits mis en œuvre sur le site. Quatre produits ont été identifiés comme contenant potentiellement des PFAS, il s'agit notamment de gaz réfrigérants. Pour réaliser cette liste, l'exploitant a mis en place un filtre sur l'outil référençant l'ensemble des produits chimiques utilisés sur le site (CHEMA) avec l'indication "Fluo".</p> <p>Parmi les 4 produits recensés, 2 ne sont plus utilisés.</p> <p>L'exploitant a également indiqué qu'une démarche au niveau du groupe a été commencée. Les 30 plus gros fournisseurs de produits chimiques ont été contactés afin de les interroger sur la présence de PFAS dans leurs produits. Les résultats ne sont pas encore connus, tous les fournisseurs n'ayant pas encore répondu.</p> <p>Par ailleurs, il a été indiqué à l'inspection qu'avant la mise en œuvre de tout nouveau produit sur le site, leur composition est contrôlée et validée au niveau du groupe</p> <p>L'exploitant a déjà réalisé des exercices incendie avec utilisation d'émulseurs. Cependant l'exploitant n'a pas consulté la composition des émulseurs utilisés, ni celle des émulseurs aujourd'hui stockés sur le site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant consultera la composition des émulseurs qui ont pu être utilisés sur le site et des émulseurs actuellement stockés, en s'appuyant sur les fournisseurs de ces produits. Il transmettra sous deux mois le résultat de ses investigations et les suites qu'il compte y donner associées à un échéancier (substitution d'émulseurs contenant des PFAS, conditions d'élimination le cas échéant...).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement faisait partie de la deuxième vague de campagnes d'analyses tel que prévu par l'arrêté ministériel étant donné qu'il relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique [...]) et 3670 (Traitement de surfaces de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques [...]). La première campagne d'analyse devait donc être réalisée avant le 27 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant a déclaré et transmis les résultats de 3 campagnes via la plateforme GIDAF, ces analyses ont été réalisées les :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 octobre 2023 • 17 novembre 2023 • 11 décembre 2023 <p>Le prélèvement a été réalisé au niveau du point de rejet P3, point de rejet des eaux industrielles du site.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas identifié le lieu où des mousses d'extinction d'incendie ont été utilisées.</p> <p>En complément de ces analyses, l'exploitant a indiqué réaliser des analyses sur le point de prélèvement P1 afin de pouvoir localiser la provenance des substances PFAS détectées de façon plus fine. Le point de prélèvement P1, qui correspond au point de rejet de la ligne 1 de prétraitement, est situé en amont du point P3 et les effluents de P1 se jettent dans le point P3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'identifier les lieux où des mousses d'extinction d'incendie ont été utilisées (cf. point de contrôle précédent) et de réaliser des analyses de PFAS aux points</p>

<p>de rejets correspondants.</p> <p>L'exploitant transmettra les zones identifiées sous 3 mois à l'inspection.</p> <p>L'inspection demande également à l'exploitant de poursuivre ses investigations (et analyses) afin d'identifier la provenance des PFAS identifiés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements et analyses ont été demandés au laboratoire CERECO.</p> <p>CERECO dispose de l'accréditation COFRAC référencée N° 1-0894 rév. 31 avec une date de prise d'effet au 24/09/2024 et une date de fin de validité au 30/06/2028 pour les prélèvements selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017.</p> <p>CERECO ne disposant pas d'accréditation pour l'analyse des 20 PFAS obligatoires, les analyses ont été sous-traitées aux laboratoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • AL WEST au Pays-Bas qui dispose de l'accréditation n°L005 délivré par le DUTCH ACCREDITATION CONCIL équivalent du COFRAC pour la période de validité suivante : 22/12/2021 au 01/09/2024 • LOVAP nv en Belgique qui dispose de l'accréditation n°054-TEST délivré par le bureau d'accréditation BELAC équivalent au COFRAC pour la période de validité suivante : 25/03/2022 au 24/03/2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un</p>

prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : L'exploitant a indiqué lors de la visite que lors des prélèvements pour les campagnes PFAS - le 12/10/2023, le 17/11/2023 et 11/12/2023 - l'activité du site était normale. Le prélèvement en sortie du point P3 a bien été réalisé sur 24h. Les 20 substances PFAS obligatoires listées à l'article 3-2° ont bien été analysées lors des trois campagnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Selon les rapports d'analyse déposés par l'exploitant sous GIDAF, les limites de quantification utilisées sont disponibles sur demande et d'autres sont indiquées sur les rapports d'analyses par le symbole "<". *pour les PFAS : les limites de quantification : - varient entre 20, 30 et 50 ng/l selon les PFAS pour les analyses réalisées par le laboratoire AL WEST ; - sont de 20 ng/l pour les PFAS pour les analyses réalisées par le laboratoire LOVAP nv. *pour l'AOF, la limite de quantification imposée par l'arrêté ministériel a été respectée (considérant que pour chaque campagne, un résultat supérieur à la limite de quantification réglementaire a été observé).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les résultats des trois campagnes ont été renseignés sous GIDAF.

L'exploitant a rattaché les résultats au point de rejet P3 de son arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 11/01/1993 nommé comme suit sous GIDAF : N°3 eaux usées.

Les résultats au niveau de ce point de rejet font apparaître que l'indice AOF et certains PFAS ont été quantifiés :

- lors des 3 campagnes de 2023 : une moyenne de concentration en AOF de 50.3 µg/l et un flux massique moyen de 30.2 g/j. Ce flux place l'exploitant parmi les établissements représentant 99% des flux en AOF au niveau national ;
- lors de 2 campagnes de 2023 pour la substances PFBA : une moyenne de concentration de 0.026 µg/l et un flux massique moyen de 0.0174 g/j
- lors des 3 campagnes de 2023 pour la substances PFPeA : une moyenne de concentration de 0.12µg/l et un flux massique moyen de 0.083g/j

Suite à ces résultats l'exploitant a précisé lors de la visite les démarches engagées.

Le sujet PFAS est piloté au niveau du groupe pour les différents sites concernés :

- en 2024, le groupe (équipe acheteur) a écrit aux 31 plus importants fournisseurs afin que ces derniers précisent si des PFAS sont contenus dans leurs produits, et si oui lesquels ;
- certains prestataires ont été contactés directement par le site de SEVELNORD pour les produits chimiques les plus répandus sur le site ;
- l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) sont en cours de vérification.

51% des fournisseurs contactés ont répondu mais aucun ne fournit des informations détaillées sur les PFAS.

A la suite des résultats obtenus lors des campagnes 2023, il a été identifié que l'exploitant fait partie des établissements représentant 99% des flux en AOF au niveau national, l'inspection a ainsi demandé à ce dernier, par courrier du 29/04/2024, de poursuivre ses analyses de manière trimestrielle, de poursuivre ses investigation et de réduire/supprimer la présence de PFAS/AOF dans les rejets aqueux.

Le jour de l'inspection, deux nouvelles analyses étaient donc disponibles : elles ont été réalisées les 11/07/2024 et 09/10/2024 sur le rejet P3.

Il en ressort :

- pour l'AOF, une concentration de 180 µg/l et un flux massique de 118.62g/j pour l'analyse de juillet et une concentration de 92µg/l et un flux massique de 46.276g/j ;
- pour les PFAS, la substance PFHpS ressort avec une concentration de 0.054µg/l et un flux massique de 0.0356 g/j en juillet. La substance PFDS ressort avec une concentration de 0.02µg/l et un flux massique de 0.0101g/j en octobre.

L'exploitant n'a pas encore réussi à identifier l'origine de ces PFAS.

Afin d'identifier plus finement l'origine, des prélèvements en amont ont été réalisés notamment :

- dans l'eau potable le 04/12/2023, l'indice AOF était ressorti avec une concentration de 1.82µg/l
- dans l'eau de forage le 21/10/2024, les analyses n'avaient pas identifiées l'AOF.

Les analyses réalisées sur les eaux en amont ne permettent pas d'expliquer les résultats des analyses en aval.

Une recherche "en cascade" a été initiée par l'exploitant. Le point de rejet P3 étant composé de plusieurs rejets industriels, des analyses vont être menées sur les points de rejet :

- P1 en lien avec la ligne 1 de prétraitement (le prélèvement a eu lieu le 21/10/2024 mais les résultats n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection),
- sur le point de rejet en lien avec le traitement de surface,
- sur le point de rejet en lien avec le traitement par cataphorèse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre ses investigations afin d'identifier la provenance des substances PFAS.

L'inspection demande également à l'exploitant de poursuivre sa surveillance et ses analyses de manière trimestrielle. Les résultats seront à renseigner sous GIDAF.

Enfin, l'exploitant formalisera par écrit la démarche présentée en inspection et informera à fréquence trimestrielle l'inspection de l'avancée de ses investigations, démarches et actions de réduction/suppression sur le sujet des rejets aqueux de PFAS. Cette démarche détaillée sera à transmettre à l'inspection et permettra de répondre au courrier du 29/04/2024 de l'inspection, pour lequel il n'a pas été réceptionné de réponse écrite.

Type de suites proposées : Sans suite